

Au Rwanda, la disgrâce du « Hutu de service » du FPR. En exil, Seth Sendashonga a échappé à un attentat.

Stephen Smith

Libération, 21 mars 1996

Il a appris aux combattants tutsis de la diaspora à quoi ressemblait, réellement, le pays d'où furent chassés leurs parents. Il a rédigé le programme politique du Front patriotique rwandais (FPR), qui a pris le pouvoir à Kigali en juillet 1994, au lendemain du génocide. C'est alors que le porteur de valise et agent de liaison avec l'opposition interne à l'ancien régime est entré comme ministre de l'Intérieur au nouveau gouvernement d'union nationale. Un an plus tard, en août 1995, Seth Sendashonga a été limogé et frappé d'ostracisme par ses camarades du FPR. Exilé au Kenya, sur le point de rassembler un parti d'opposition, il vient d'échapper à un attentat commandité par le nouveau régime. L'épaule traversée d'une balle, il s'avoue n'avoir été qu'un « Hutu de service » pour le FPR ou, comme disait Lénine de l'allié libéral, un « idiot utile ».

C'est en 1991 que Seth Sendashonga adhère au FPR, alors une guérilla laminée, quelques centaines d'hommes grelottant à plus de 4.000 mètres d'altitude, dans les volcans de la Virunga. Ancien leader estudiantin, expulsé de l'université nationale

sur ordre du général-président Habyarimana, qui ne pouvait admettre qu'un blanc-bec remît en question sa « *politique d'équilibre ethnique et régionale* », Seth Sendashonga avait quitté le pays pour achever ses études en Belgique. Economiste diplômé, il s'était déjà installé comme réfugié politique à Nairobi, travaillant notamment pour un organisme spécialisé des Nations unies. Fonctionnaire international, il était revenu dans son pays natal tout en restant installé au Kenya : pour voir sa famille, mais, aussi, pour aider à structurer l'opposition intérieure.

Au début des années 80, la contestation au Rwanda n'était que balbutiante. Mais, au lendemain du sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990, François Mitterrand ayant exhorté à la démocratisation du continent, l'opposition rwandaise se jette à l'eau. Le 1^{er} septembre 1990, elle publie un appel en faveur du multipartisme, « *l'appel des 33 intellectuels* ». Sendashonga est l'un d'eux et, un mois avant l'attaque lancée depuis l'Ouganda par le FPR, il demande qu'on pose, aussi, le problème des « *réfugiés* », de ces centaines de milliers de Tutsis chassés du pays depuis trente

ans. En vain.

Survient la guerre, déclenchée par le FPR. L'opposition à l'intérieur du Rwanda se retrouve entre le marteau et l'enclume : en s'alliant à la guérilla, elle affaiblit le régime, mais au risque de préparer la prise de pouvoir par les armes du FPR. Dans cette phase délicate, Seth Sendashonga joue un rôle crucial. A la suite de plusieurs voyages en Ouganda, le sanctuaire du FPR, il a rejoint le mouvement rebelle, celui-ci ayant accepté qu'il réécrite le préambule historique de son programme, qui décrivait l'ancien Rwanda, celui d'avant la révolution hutue de 1959, « *comme un paradis où coulaient lait et miel* ». Fils de l'exil, les leaders du FPR ne connaissaient pas le pays tel qu'il était trente ans après le départ de leurs parents.

Hutu au FPR, le seul à ne pas être un transfuge de l'ancien régime, Seth Sendashonga a été le passeur entre deux mondes : entre le maquis des Tutsis de la seconde génération et, à l'intérieur du Rwanda, les états-majors de l'opposition. C'est lui qui, dans sa valise de fonctionnaire international, sort du pays le document compromettant qui identifie le colonel Cholet, un copérant militaire français, comme le véritable chef opérationnel de l'armée de l'ancien régime. C'est encore lui qui, en février 1993, convainc l'opposition intérieure que la rupture du cessez-le-feu par le FPR n'est pas le prélude d'une guerre à outrance. Une mission difficile : Seth Sendashonga n'a lui-même appris qu'à la radio, après coup, l'offensive du FPR.

Un doute s'installe. Mais il faudra longtemps pour qu'il vienne à bout d'une fidélité née du rejet de l'ancien régime. D'autant que celui-ci sombre dans le troisième génocide du siècle, ar-

tisanal par ses moyens, mais effroyable par la vitesse de son oeuvre d'extermination. Délégué du FPR dans la capitale, Seth Sendashonga est sur place lorsque débute le massacre des Tutsis à Kigali, le matin du 7 avril. Dans l'après-midi, le bataillon du FPR cantonné dans l'enceinte du Parlement (en vertu des accords de paix d'Arusha) sort de son périmètre assigné. A l'ombre des tueries, la guerre reprend. « *Je me suis vite rendu compte que, de notre côté aussi, on exécutait délibérément des civils. Quant à la fameuse discipline, il était difficile d'y croire en voyant les combattants rentrer le soir chargés comme des mules* ».

La suite n'est qu'épuisement et impuissance. Evacué avec quelque 3.000 personnes de la capitale le 25 avril 1994, Seth Sendashonga constate les premières « *disparitions* » de Hutus opposants. A Byumba, le QG de guerre du FPR, il implore le général Kagame de « *ne pas compromettre l'avenir en arrêtant nos alliés de demain* ». Mais, aux assurances données, succèdent de nouvelles exactions. Après la formation du gouvernement d'union nationale, le nouveau ministre de l'Intérieur ne cesse de s'en plaindre et finit par envoyer au général Kagame, ministre de la Défense et vice-président, des lettres contenant des faits précis : plus de sept cents en moins d'un an... L'homme fort du FPR ne répond à aucune d'elles. Le 25 août 1995, lors d'un Conseil des ministres, Seth Sendashonga provoque l'éclatement : les principaux ministres hutus quittent le gouvernement. Fouillé pendant six heures à domicile, l'ancien ministre de l'Intérieur ne reste à Kigali que pendant six semaines.

L'exil sera peuplé des revanchards de l'ancien régime : dans un supermarché de Nairobi, le « *traître* » Senda-

shonga se retrouve nez à nez avec le colonel Serubuga, ancien chef d'état-major, alors qu'à l'école française de la capitale kenyane sa fille aînée fréquente jusque fin 1995 la même classe qu'une fille de l'ex-président Habyarimana. Puis, le soir du 26 février, viennent les hommes de main du FPR. Sur les lieux de l'attentat, un membre de l'ambassade rwandaise est arrêté, pistolet, silencieux et treize cartouches

à la main. Quarante-huit heures plus tard, à Bruxelles, Seth Sendashonga et d'autres figures de l'opposition, dont l'ancien Premier ministre Faustin Twagiramungu, devaient fonder un nouveau parti, les Forces politiques unies (FPU), qui sera finalement lancé ces jours-ci. Son programme se résume en un double engagement : pas d'ambiguïté sur le génocide, pas de complaisance à l'égard du nouveau régime.